

SIX MYTHES CONCERNANT LES ÉLECTIONS, L'IDÉE D'UNE TRÊVE ET LA RENTRÉE FORCÉE

1 Pendant les élections, nous n'avons plus d'interlocuteur, il faut donc faire une trêve.

Le gouvernement n'a jamais ouvert la porte afin de trouver des pistes de solutions avec les étudiants et étudiantes. Depuis six mois, il n'a que sorti des lignes électorales afin d'augmenter sa popularité et discréditer le mouvement. Qui croit encore à la bonne foi du PLQ concernant d'éventuelles négociations? Pourquoi donc faire une trêve unidirectionnelle sous prétexte que nous n'avons plus d'interlocuteur? Dans un mois, lorsque nous en aurons à nouveau, qu'est-ce qui nous assure que l'ouverture au dialogue sera plus grande? Il ne faut pas délaissier notre rapport de force au profit de quelques promesses électorales. Nos revendications portent sur plus d'un parti, car plusieurs aspirent au pouvoir. Notre interlocuteur n'a pas disparu, il porte désormais plusieurs visages. Par ailleurs, une trêve doit être effective des deux côtés. Or, la hausse des frais et la loi 12 continueront d'être appliquées, même si nous sommes en trêve.

2 Les élections sont démocratiques, donc légitimes.

Les élections sont l'arme ultime de Charest. Toute sa stratégie concernant le conflit vise à tendre vers sa réélection. Par sa nature, le processus démocratique se trouve instrumentalisé pour favoriser un parti au pouvoir. Aux dernières élections, le gouvernement libéral a été élu majoritaire avec seulement 24% des voix. Il s'est tout de même donné la légitimité d'ignorer le plus grand mouvement social des dernières années. Ce printemps, nous avons vu les limites de cette démocratie et avons réussi à la dépasser. Nous pouvons utiliser les élections comme outil supplémentaire, mais elles ne seront pas suffisantes à satisfaire l'ensemble de nos revendications.

3 En votant, la population statuera de façon éclairée sur la hausse des frais.

Les élections ne sont pas un vote référendaire, ce n'est pas une campagne pour ou contre la hausse des frais. Rappelons que nous ne faisons pas face aux grands partis politiques de manière égalitaire : ils s'adressent à la population uniquement à travers les médias de masse et nous infantilisent constamment en nous recommandant tantôt d'accepter une offre, tantôt de retourner en classe. De notre côté, le dialogue avec la population se fait dans les assemblées, dans les manifestations, dans les médias alternatifs, etc.

De plus le gouvernement n'a cessé de détourner la question de fond pour nous marginaliser et nous discréditer. On a clairement passé plus de temps à nous défendre contre des accusations de violence, à justifier la légitimité de la grève, les procédures de votes en assemblée générale ou notre opposition à la loi spéciale plutôt que de débattre directement avec le PLQ sur la gratuité scolaire et le

malfinancement des universités. On voit donc que le gouvernement libéral a délibérément occulté le débat qui aurait dû avoir lieu dans l'espace public. De plus, bon nombre de cégépiens et cégépiennes n'ont pas encore atteint la majorité et ne pourront pas prendre part au vote. Pourtant, ils et elles sont aussi à la base du mouvement de contestation. Où peuvent-ils et elles exprimer leur position si la question se clôt lors d'un scrutin excluant les mineur-e-s?

4 Arrêter la grève momentanément, ce n'est pas se soumettre au projet de loi 78.

Le retour en classe forcé est l'application de la loi spéciale. Dans cette loi, le gouvernement nous impose de mettre fin à la grève à la mi-août pour rentrer en classe. Rien de moins. Si nous acceptons de nous plier à cette loi, ce sera l'ensemble des mouvements sociaux qui seront bâillonnés pour les prochaines années. Nous sommes en grève jusqu'à l'annulation des frais de scolarité, pas jusqu'à un scrutin. Et voilà que depuis le début des élections, un vent paternaliste nous dicte la bonne marche à suivre pour ne pas perdre notre session. Pourtant, à quoi bon retourner en cours si nous avons autant de chance de voir se faire élire le PLQ, la CAQ ou le PQ, partis opposés à la gratuité scolaire que nous défendons, et ainsi de devoir refaire des efforts titanesques de mobilisation? Le momentum, nous l'avons depuis six mois, ne le perdons pas.

5 Il faut à tout prix terminer cette session.

Les conditions de reprise de cours ne sont tout simplement pas propices à l'apprentissage : surcharge d'heures de cours pour les étudiants, étudiantes et les professeur-e-s, contexte explosif (élections et blocages), possibilité de retomber en grève suite au résultat des élections, etc. Et avec la précarité qu'entraînera l'absence de prêts et bourses, nous devons multiplier les heures de travail en plus des études. Une fois submergé-e-s de travaux et d'heures de cours, aurons-nous encore le temps de réfléchir collectivement? Comment réussissons-nous à trouver du temps pour mobiliser les campus moins militants? Même si elle implique des sacrifices, la grève est notre ultime rapport de force. Nous avons vu que le gouvernement et les administrations tentent à tout prix d'éviter l'annulation de la session. Un tel résultat serait catastrophique en terme de coûts et de capharnaüm administratif. C'est pourquoi nous devons rester solidaires et maintenir la pression face au gouvernement, quel qu'il soit, jusqu'à l'atteinte de nos revendications.

6 La GGI n'est plus la solution.

Durant les six derniers mois, c'est par la grève que nous avons réussi à mettre de l'avant nos revendications, que nous avons gagné une visibilité partout au Québec et même à travers le monde, où notre lutte est source d'inspiration. Cela ne s'est pas produit sans déranger les élites politiques et économiques, inquiètes de voir l'ensemble de la population s'éveiller politiquement au rythme de nos manifestations. Ne négligeons pas les acquis de cette grève : nous avons rompu avec le cynisme politique des dernières années, les quartiers se sont animés au rythme des casseroles, nous avons pris conscience de notre potentiel collectif et surtout, nous nous sommes donné le droit d'espérer un autre avenir.

À nous de faire l'Histoire plutôt que de la subir.

SIX MYTHES CONCERNANT LES ÉLECTIONS, L'IDÉE D'UNE TRÊVE ET LA RENTRÉE FORCÉE

1 Pendant les élections, nous n'avons plus d'interlocuteur, il faut donc faire une trêve.

Le gouvernement n'a jamais ouvert la porte afin de trouver des pistes de solutions avec les étudiants et étudiantes. Depuis six mois, il n'a que sorti des lignes électorales afin d'augmenter sa popularité et discréditer le mouvement. Qui croit encore à la bonne foi du PLQ concernant d'éventuelles négociations? Pourquoi donc faire une trêve unidirectionnelle sous prétexte que nous n'avons plus d'interlocuteur? Dans un mois, lorsque nous en aurons à nouveau, qu'est-ce qui nous assure que l'ouverture au dialogue sera plus grande? Il ne faut pas délaissier notre rapport de force au profit de quelques promesses électorales. Nos revendications portent sur plus d'un parti, car plusieurs aspirent au pouvoir. Notre interlocuteur n'a pas disparu, il porte désormais plusieurs visages. Par ailleurs, une trêve doit être effective des deux côtés. Or, la hausse des frais et la loi 12 continueront d'être appliquées, même si nous sommes en trêve.

2 Les élections sont démocratiques, donc légitimes.

Les élections sont l'arme ultime de Charest. Toute sa stratégie concernant le conflit vise à tendre vers sa réélection. Par sa nature, le processus démocratique se trouve instrumentalisé pour favoriser un parti au pouvoir. Aux dernières élections, le gouvernement libéral a été élu majoritaire avec seulement 24% des voix. Il s'est tout de même donné la légitimité d'ignorer le plus grand mouvement social des dernières années. Ce printemps, nous avons vu les limites de cette démocratie et avons réussi à la dépasser. Nous pouvons utiliser les élections comme outil supplémentaire, mais elles ne seront pas suffisantes à satisfaire l'ensemble de nos revendications.

3 En votant, la population statuera de façon éclairée sur la hausse des frais.

Les élections ne sont pas un vote référendaire, ce n'est pas une campagne pour ou contre la hausse des frais. Rappelons que nous ne faisons pas face aux grands partis politiques de manière égalitaire : ils s'adressent à la population uniquement à travers les médias de masse et nous infantilisent constamment en nous recommandant tantôt d'accepter une offre, tantôt de retourner en classe. De notre côté, le dialogue avec la population se fait dans les assemblées, dans les manifestations, dans les médias alternatifs, etc.

De plus le gouvernement n'a cessé de détourner la question de fond pour nous marginaliser et nous discréditer. On a clairement passé plus de temps à nous défendre contre des accusations de violence, à justifier la légitimité de la grève, les procédures de votes en assemblée générale ou notre opposition à la loi spéciale plutôt que de débattre directement avec le PLQ sur la gratuité scolaire et le

malfinancement des universités. On voit donc que le gouvernement libéral a délibérément occulté le débat qui aurait dû avoir lieu dans l'espace public. De plus, bon nombre de cégépiens et cégépiennes n'ont pas encore atteint la majorité et ne pourront pas prendre part au vote. Pourtant, ils et elles sont aussi à la base du mouvement de contestation. Où peuvent-ils et elles exprimer leur position si la question se clôt lors d'un scrutin excluant les mineur-e-s?

4 Arrêter la grève momentanément, ce n'est pas se soumettre au projet de loi 78.

Le retour en classe forcé est l'application de la loi spéciale. Dans cette loi, le gouvernement nous impose de mettre fin à la grève à la mi-août pour rentrer en classe. Rien de moins. Si nous acceptons de nous plier à cette loi, ce sera l'ensemble des mouvements sociaux qui seront bâillonnés pour les prochaines années. Nous sommes en grève jusqu'à l'annulation des frais de scolarité, pas jusqu'à un scrutin. Et voilà que depuis le début des élections, un vent paternaliste nous dicte la bonne marche à suivre pour ne pas perdre notre session. Pourtant, à quoi bon retourner en cours si nous avons autant de chance de voir se faire élire le PLQ, la CAQ ou le PQ, partis opposés à la gratuité scolaire que nous défendons, et ainsi de devoir refaire des efforts titanesques de mobilisation? Le momentum, nous l'avons depuis six mois, ne le perdons pas.

5 Il faut à tout prix terminer cette session.

Les conditions de reprise de cours ne sont tout simplement pas propices à l'apprentissage : surcharge d'heures de cours pour les étudiants, étudiantes et les professeur-e-s, contexte explosif (élections et blocages), possibilité de retomber en grève suite au résultat des élections, etc. Et avec la précarité qu'entraînera l'absence de prêts et bourses, nous devons multiplier les heures de travail en plus des études. Une fois submergé-e-s de travaux et d'heures de cours, aurons-nous encore le temps de réfléchir collectivement? Comment réussissons-nous à trouver du temps pour mobiliser les campus moins militants? Même si elle implique des sacrifices, la grève est notre ultime rapport de force. Nous avons vu que le gouvernement et les administrations tentent à tout prix d'éviter l'annulation de la session. Un tel résultat serait catastrophique en terme de coûts et de capharnaüm administratif. C'est pourquoi nous devons rester solidaires et maintenir la pression face au gouvernement, quel qu'il soit, jusqu'à l'atteinte de nos revendications.

6 La GGI n'est plus la solution.

Durant les six derniers mois, c'est par la grève que nous avons réussi à mettre de l'avant nos revendications, que nous avons gagné une visibilité partout au Québec et même à travers le monde, où notre lutte est source d'inspiration. Cela ne s'est pas produit sans déranger les élites politiques et économiques, inquiètes de voir l'ensemble de la population s'éveiller politiquement au rythme de nos manifestations. Ne négligeons pas les acquis de cette grève : nous avons rompu avec le cynisme politique des dernières années, les quartiers se sont animés au rythme des casseroles, nous avons pris conscience de notre potentiel collectif et surtout, nous nous sommes donné le droit d'espérer un autre avenir.

À nous de faire l'Histoire plutôt que de la subir.